



Réponse à la consultation de l'ARCEP sur l'analyse des marchés 4, 5, 6

PREAMBULE : La FNCCR tient tout d'abord à remercier l'ARCEP pour avoir choisi une vraie méthode de travail partenariale pour ce quatrième cycle d'analyse des marchés pertinents, les marchés 4,5 et 6 du haut et très haut débit. Nous sommes convaincus que le contexte de migration des usagers de la boucle locale en cuivre vers une nouvelle boucle locale FTTH rend cet exercice de révision des marchés précités complexe et essentiel pour l'avenir des télécom en France.

Nous constatons également que l'analyse fournie dans le document de consultation intègre largement les préoccupations des collectivités locales. **Pour autant nous pensons qu'il sera indispensable, compte tenu des enjeux, d'évaluer les impacts financiers des mesures qui seront prises par l'autorité à l'issue du processus de consultation.**

REPONSES AUX QUESTIONS :

Q1 : La FNCCR est plutôt favorable à l'amélioration des débits et des services à la population dans les zones qui sont encore mal desservies par les technologies actuelles. Ainsi, un grand nombre de collectivités locales vont déployer des réseaux FTTH en commençant souvent par ces zones. Dans ce cas l'amélioration du cuivre et de ses services ira à l'encontre du projet national FTTH soutenu par le gouvernement. Il est donc indispensable de conditionner la poursuite du dégroupage du cuivre sur une zone au fait qu'une collectivité locale n'a pas prévu d'y déployer du FTTH d'ici 5 ans.

Q5, Q6 : Actuellement les usagers d'offres « bitstream » qui n'ont pas de télévision dans leur offre triple-play peuvent déjà regarder de nombreuses chaînes de télévision sur internet en plus de celles auxquelles ils accèdent grâce à la TNT. De plus, de nombreux acteurs de l'audiovisuel proposent ou vont le faire des offres « over the top » (videofutur, canal plus, etc..). Nous pensons que le renforcement de ce scénario est plus pertinent que celui de la mise en place d'une offre de bitstream enrichi élaborée par Orange qui deviendrait désuète rapidement.

Q7, Q8, Q9 : Compte tenu des aspects financiers, l'ARCEP a soutenu à de nombreuses reprises la mise en place de la MED par les collectivités locales si les infrastructures étaient réutilisables pour la mise en place du FTTH. Nous étions favorables à cette approche concernant les investissements publics. Nous sommes donc surpris que l'ARCEP évoque un tirage a priori de 6 fibres comme un scénario possible. Par ailleurs, la réutilisation de l'armoire est apparue improbable de par la nécessité

de maintenir un chevauchement des technologies en phase de bascule du cuivre vers la fibre optique. Aujourd'hui nous constatons comme l'ARCEP qu'il est indispensable de tirer des câbles de fibre optique dont le diamètre permettra de subvenir aux besoins de la MED (6 paires de fibre optique) mais aussi aux besoins futurs du FTTH (scénario 2). C'est la condition de sa réemployabilité. De plus, si la collectivité ne passait qu'un câble de 4mm sur une distance de tirage d'au moins 3 km (longueur moyenne d'un raccordement NRA SR) la fragilité du câble risquerait de rendre l'opération techniquement improbable. La durée de vie d'un câble devra être d'une quarantaine d'années au moins s'il est réutilisé pour le FTTH. Il ne nous semble pas pertinent de rogner sur la robustesse et la durabilité. Nous sommes surpris de cette proposition car Orange est très souvent fort attentive à la solidité de ses dispositifs. Cette obligation de robustesse doit être partagée entre l'opérateur historique et les collectivités locales porteuses des projets de RIP. Enfin la MED constitue une amélioration de la boucle locale d'Orange dont les lignes sont par ailleurs facturées aux opérateurs et qui se situent généralement dans des zones où Orange détient une grande part de marché. Nous préconisons le maintien du diamètre gratuit à 6 mm. Nous sommes également favorables à l'utilisation du génie civil aérien détenu par Orange comme de celui détenu par les collectivités locales pour le passage des réseaux électriques pour raccorder les SR dans les projets de MED.

Q10 : Nous souhaitons rappeler que c'est l'ARCEP qui a autorisé l'opérateur historique à déployer cette offre NRA-ZO. C'est encore l'ARCEP qui a permis le dégroupage de cette offre sans que les collectivités locales soient impliquées dans son élaboration. Le constat actuel des 12% de NRA-ZO dégroupés est en effet révélateur du manque d'analyses de l'époque, notamment sur l'importance de la collecte en fibre optique. Les investissements publics ont permis simplement d'améliorer la boucle optique d'Orange à son bénéfice presque exclusif. Nous pensons donc que le régulateur doit imposer à Orange le fibrage de ces NRA-ZO pour respecter les enjeux concurrentiels et améliorer les débits. Ces investissements de l'opérateur historique feront ainsi partie des lignes budgétaires liées à l'amélioration de la boucle locale. Ce n'est pas aux collectivités locales d'investir à nouveau pour les opérateurs.

Q11 : La FNCCR partage la nécessité d'imposer des tarifs de non éviction à Orange en zone concurrentielle, sur ces offres de gros.

Q12, Q13 : La FNCCR est en accord total avec l'analyse de l'ARCEP. Le Mythe d'un réseau FTTH qui viendrait répliquer très précisément l'infrastructure en cuivre en utilisant le génie civil de la même façon est mort. Par ailleurs la Commission Européenne préconise l'ouverture maximale des infrastructures de génie civil télécom ainsi que la mutualisation dans les infrastructures d'autres domaines d'activités. Par exemple les fourreaux reliant les NRA doivent être rendus accessibles même si une offre LFO existe entre ces NRA. Nous souhaitons également rappeler, à la demande de nombreuses collectivités territoriales, que les réseaux câblés doivent bénéficier des offres d'infrastructures physiques de la boucle filaire d'Orange, en collecte comme en desserte. Si Orange doit revoir le contenu de son offre d'accès à ses infrastructures sur le segment terminal, alors, la référence au déploiement des seules boucles locales optiques de bout en bout, doit dans le même temps être supprimée, la notion de « boucles locales filaires » retenue ici par l'ARCEP se suffisant à elle-même . Enfin il faut en effet améliorer la pertinence géographique de la commande d'accès au génie civil.

Q14 : La FNCCR vient de réaliser une étude sur les Smart Grids et les Smart Cities qui rappelle la nécessité d'anticiper le développement des objets connectés. En effet beaucoup de ces objets sont connectés aujourd'hui par des réseaux hertziens. Nous partageons l'analyse de l'ARCEP qui propose l'évolution de l'offre LGC-BLO d'Orange, dans la mesure où, depuis plusieurs années, nous mettons en avant la nécessité de dimensionner les réseaux FTTH en tenant compte des applications de type. C'est ce que tous les RIP FTTH portés par les collectivités doivent viser aujourd'hui : la couverture FTTH, FTTO mais aussi FTTM (Fiber to the Machine) du territoire de réseaux de capteurs ou de réseaux d'objets urbains connectés.

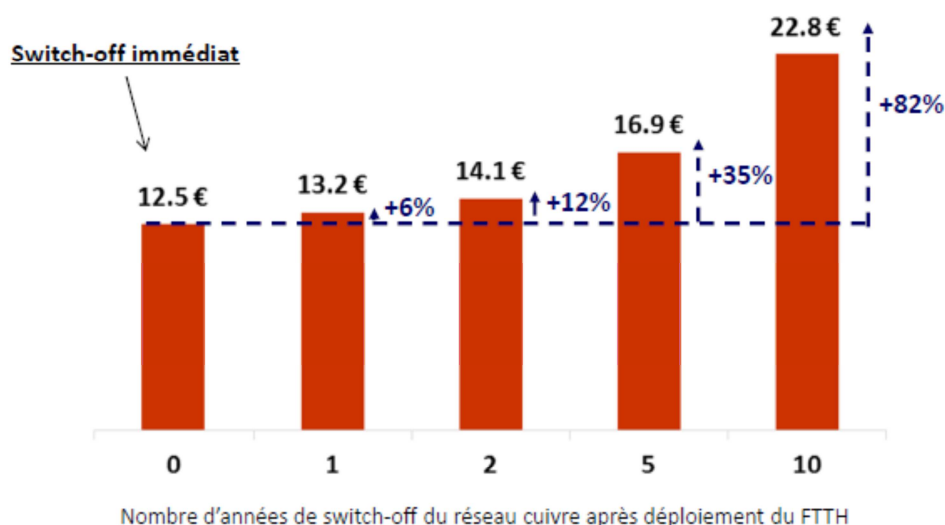
Q16, Q17 : L'offre LFO ne peut être décorrélée de l'ouverture de l'offre de génie civil. Il semble nécessaire d'avoir une analyse globale notamment lorsqu'il s'agit d'évaluer le prix de construction d'un réseau de collecte. Une analyse de marché spécifique tenant le plus grand compte des projets de RIP est indispensable. Dans ce cadre il semble tout à fait pertinent de concevoir alors une offre LFO « ouverte » et non assujettie à l'utilisation d'une offre d'hébergement dans les locaux de l'opérateur historique. Les tarifs pourront tenir compte de cet élargissement.

Q19 : La FNCCR souhaite aborder à l'occasion de cette question les difficultés rencontrées dans l'identification de la propriété des infrastructures de génie civil. En effet, l'expérience des RIP des collectivités locales et la jurisprudence indiquent clairement par exemple que la plupart du génie civil des zones d'activités est propriété des collectivités territoriales et qu'Orange ne paye quasiment pas de frais de passage pour l'utiliser. Ainsi, avant de savoir comment ouvrir les fourreaux qui permettent de raccorder les entreprises et donc d'imaginer remettre de la concurrence par les infrastructures FTTH pour le bien général, il semble indispensable de clarifier la propriété des infrastructures de génie civil.

La voie la plus adaptée pour une mutualisation, créatrice de valeur pour les entreprises, passe par les réseaux d'initiative publique, neutres, non discriminatoires et transparents aux offres de tous les opérateurs de détail. Ces réseaux apportent toutes ces garanties, sur la couche passive comme sur la couche active, associant ainsi concurrence par les infrastructures et concurrence par les services. En outre, les RIP ont su créer leur référentiel technique commun, pour permettre l'accès de tous les opérateurs de détail à leurs offres de services vers les entreprises (connectivité Ethernet). Le caractère interopérable de ces réseaux et leur accessibilité, sans barrières à l'entrée, techniques ou financières, est actuellement le meilleur garant d'une mutualisation positive au bénéfice des entreprises.

Q20 : Le réseau en cuivre d'ORANGE rend périlleux l'émergence d'un nouveau réseau FTTH. En effet l'utilisation de ce réseau empêche l'économie du secteur numérique de basculer sur les réseaux optiques. Pour la FNCCR, il sera donc plus que nécessaire de planifier par voie législative l'extinction de ce réseau dans un temps contraint à partir du moment où une zone a été couverte complètement en fibre optique. Le projet de feuille de route fait de cette problématique un point clé de la réussite du projet. Nous sommes clairement en phase avec cette vision. Cependant, un chevauchement des infrastructures d'une durée supérieure à un an ne serait pas compréhensible (voir schéma ci-dessous). Dans ce cas, le surcout imposé par le Switch Off serait financé par les collectivités locales. Le surcout est évalué à 35% pour 5 ans, à environ 20% pour 3 ans et à 6% pour 1 an. Il serait donc nécessaire de prévoir une procédure qui anticipe cette phase d'un an et qui permettrait aux opérateurs de préparer convenablement la migration.

Impact du délai de switch-off du réseau cuivre sur le prix d'accès du FTTH (moyenne nationale)



L'inscription dans la loi, et pas uniquement dans la régulation, d'une bascule obligatoire des usagers du cuivre vers le FTTH précisée par une date butoir nationale en 2025 et une durée maximale de bascule par plaque FTTH réalisée de 1 an nous apparaît incontournable.

De plus, des expérimentations de migrations situées sur des territoires couverts par des réseaux d'Initiative publique doivent être lancées sans attendre la fin de l'expérimentation de Palaiseau et être suivies par un groupe de travail ARCEP afin de valider des modèles de mutations. A ce titre, la FNCCR souhaite participer aux travaux de suivi des expérimentations présentes (Palaiseau) et futures de « bascule du cuivre ».

Q21 : A la demande unanime des adhérents de la FNCCR, il est impératif que les collectivités soient destinataires des informations relatives :

- aux appels au co-financement par les opérateurs d'immeubles, y compris en Zones Très Denses, notamment en Poches de Basse Densité, comme en Zones Moins Denses,
- à la mise en service des PM (logements « programmés »)
- à la situation des prises « raccordables » et « raccordées », dans les communes de la Zone Très Dense, comme de la Zone Moins Dense,

Ainsi, la FNCCR demande que les collectivités concernées par les déploiements des opérateurs privés, ou leurs représentants, soient destinataires des fichiers IPE, au même titre que les opérateurs commerciaux de manière à :

- connaître la couverture FTTH **effective** de leur territoire et non la couverture en termes marketing et commercial, au travers d'éléments fournis par les opérateurs qui ne sont pas normalisés (ex. communes/prises « couvertes » au lieu de « raccordables » et « raccordées ») et qui ne manqueront pas d'induire en erreur les élus et les administrés,

- accompagner les opérateurs dans leurs déploiements, notamment sur les nouvelles constructions et nouvelles zones,
- pouvoir mettre en œuvre, utilement, l'articulation entre investissements privés et investissements publics éventuels.

Q26 : Comme nous l'avons évoqué à l'occasion d'une précédente question, les objets connectés vont se multiplier et nécessiter des raccordements en fibre optique dont les débits ne seront pas forcément très élevés. Aussi maintenir des offres (M2M) dont les débits se situent entre 0 et 10Mbits seront indispensables pour l'avenir. Ces offres en bas débit optique sont aussi des passerelles qui permettent une migration moins coûteuses pour les usagers finals. Certaines entreprises ont d'ores et déjà l'utilité d'offres supérieures à 100 Mbits. Plus globalement selon nous, l'ARCEP devrait impliquer les collectivités territoriales dans cette analyse car sur les zones très denses, sur les zones conventionnées comme sur le reste du territoire, les RIP pourront également répliquer le même type de catalogue intégrant des offres « bitstream ». Enfin l'impact financier sur les RIP existant ne devra pas être négligé.

Q31, Q32 : Le 24 juillet 2013 l'autorité de la concurrence a autorisé Orange et Free à déployer d'une façon partagée leurs réseaux FTTH dans 20 communes de la ZTD en respectant un cahier des charges qui s'apparente à celui des déploiements en zone moins dense. Dès lors nous pensons à la FNCCR que tous les nouveaux déploiements, en zone très dense comme en zone moins dense, doivent se faire selon le modèle le plus mutualisé possible : points de mutualisation de 300 à 1000 lignes, tarification par tranche, obligation de complétude. Il y a là une opportunité donnée à l'ARCEP pour simplifier le cadre général des déploiements sur l'ensemble du territoire national. La problématique de la complétude de la couverture des ZTD serait ainsi définitivement réglée.

Q33, Q34, Q35 : La FNCCR est en phase avec l'analyse de l'ARCEP sur l'intérêt de bien cadrer les architectures en fibre optique pour assurer la présence d'une BLOD. Néanmoins l'analyse doit être complète en intégrant la capacité de mise en œuvre d'offres activées spécifiques qui pourraient s'ajouter à une BLOM passive. En effet il est possible d'avoir des débits garantis sur la BLOM. Lorsque la BLOM sera réalisée il sera alors possible de basculer les usagers finals depuis la BLOD dans le même processus que la bascule du cuivre vers le FTTH.

L'ARCEP envisage d'ouvrir ses groupes de travail opérateurs à la question de l'articulation entre BLOM et BLOD pour travailler sur l'intégration, à terme, des BLOD dans les BLOM. La FNCCR demande à l'ARCEP que les collectivités soient associées à ces travaux. Nous souhaitons, en outre, qu'elle évalue systématiquement l'impact des décisions éventuelles dans ce domaine, sur les Réseaux d'Initiative Publique, et porte ses conclusions à la connaissance des collectivités.

Q36 : Compte tenu des arguments avancés par l'ARCEP et compte tenu du quasi-monopole d'Orange dans la construction des prises FTTH lui facilitant ainsi une commercialisation plus efficace, la FNCCR est très favorable à une régulation asymétrique d'Orange qui permettra de vérifier que les tarifs sont bien orientés vers les coûts. Une analyse publique devra permettre de préciser le taux de rémunération du capital qui servira ensuite à calibrer les différentes offres du catalogue des services.

Q38 : La FNCCR se félicite, tout d'abord, que l'ARCEP ait procédé à une analyse de la situation concurrentielle dans le domaine des services activés FTTH. Cette analyse, peu souvent réalisée, conduit à plusieurs conclusions :

- les réseaux câblés, selon l'ARCEP, ont une fonction concurrentielle que ne remplissent pas aujourd'hui les opérateurs FTTH en passif. Pour autant, la FNCCR note que les opérateurs de réseaux câblés n'ont pas les mêmes droits que les opérateurs FTTH (accès au GC Orange),
- les RIP en Zones Moins Denses permettent au travers des services activés, selon l'ARCEP, de faciliter l'accès des opérateurs commerciaux aux parcs de liens FTTH: ce qui vaut en ZMD, doit aussi valoir dans les QBD des Zones Très Denses puisque l'ARCEP parle d'aligner la réglementation de ces derniers sur la zone moins dense. Pour la première fois, on a donc une reconnaissance, de la part de l'ARCEP, de l'intérêt de cette démarche. Démarche qui manifestement n'est pas comprise par l'opérateur historique qui conditionne sa venue sur un RIP à ce que la collectivité territoriale n'ait pas déployé d'offres activées.

La FNCCR partage l'analyse de l'ARCEP et souhaite que celle-ci soit poursuivie dans le temps. Nous invitons le Gouvernement à en tenir compte dans le cadre de l'éligibilité des projets aux fonds du FSN, notamment pour les IRIS de Basse Densité.

Q39, Q40 : La FNCCR n'est pas convaincue que le nombre de boucles locales optiques alternatives à celle d'Orange soit un critère suffisant pour lever les obligations imposées à l'opérateur historique. Les couts de raccordement restent le principal frein au déploiement des BLOD. Il est donc pertinent de maintenir la proscription de non-éviction imposée à Orange sur l'ensemble du territoire national.

Q41 : La FNCCR partage l'intérêt de l'ARCEP à rester vigilant à propos des offres de détail d'OBS. Une analyse plus fine pourrait être envisagée en abaissant le seuil du montant des contrats transmis à 10000 €.